

<https://www.siawi.org/spip.php?article31015>

POURQUOI LES ISLAMISTES S'EN PRENNENT À L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE

Source : <https://www.revuedesdeuxmondes.fr/article-revue/pourquoi-les-islamistes-sen-prennent-a-lecole-de-la-republique/>

20 Novembre 2020

Florence Bergeaud-Blackler est anthropologue, chargée de recherches au CNRS. Dernier ouvrage publié: Le Marché halal ou l'invention d'une tradition (Seuil, 2017). > www.bergeaud.blackler.eu

La stratégie de l'Isesco

Le 16 octobre 2020 à Conflans-Saint-Honorine, un professeur est décapité en pleine rue. En dehors du crime, de son mobile, c'est la portée symbolique du geste et son atrocité – ôter la tête –, qui retiennent l'attention. L'acte est immédiatement interprété, et à juste titre, comme un assassinat politique et une volonté d'atteindre le cœur de la République : l'école.

On ne se tourne pas tant vers l'assassin – un jeune homme âgé de 18 ans issu d'une famille de réfugiés tchéchènes – que vers un parent d'élève qui, dans une vidéo devenue virale, appelait à punir le professeur, qui aurait été fautif, selon lui, d'avoir montré une caricature du Prophète à ses élèves. Et les Français voient alors ce que beaucoup experts savaient – mais qu'ils étaient priés de taire au risque de paraître islamophobes – : que des parents d'élève, en liaison avec des imams et des associations, ont tranquillement appelé au châtement de l'enseignant, sans préciser bien sûr la sanction. Se révèle alors une culture ordinaire capable d'armer idéologiquement un tueur, et des relais – qui restent encore à identifier au moment où sont écrites ces lignes – pour lui fournir le couteau et le pistolet à billes qui seront retrouvés près de son corps.

Cet article entend faire état non des mobiles précis de cet assassinat politique, ni de ceux qui l'ont précédé, mais des circonstances historiques et idéologiques qui l'ont rendu possible. C'est donc de cet armement idéologique que nous allons parler.

Les attaques contre l'école et contre les valeurs qu'elle porte ne prennent pas toujours, bien heureusement, cette forme extrême. Mais elles sont quotidiennes. Chaque jour remontent au ministère de l'Éducation nationale des signalements d'élèves ne souhaitant pas suivre certains cours, refusant certains enseignements au nom de leur religion, et en particulier de l'islam. Ces refus de plus en plus nombreux ne sont pas fortuits. Il sont à mettre en lien avec une stratégie assumée, destinée à soustraire les enfants musulmans de l'enseignement public pour « édifier la personnalité de l'être musulman », pour inciter chaque musulman à s'engager « à respecter les commandements d'Allah, ses prohibitions, se parer de l'éthique islamique généreuse et tolérante, fondée sur le bien, le droit, l'équité, le devoir, à agir dans le cadre de la

charia qui repose sur deux principes : ordonner le bien, prohiber le blâmable ». Une stratégie qui doit prodiguer une protection contre « l'invasion et l'aliénation culturelles », « garantir la sécurité culturelle et l'immunité nécessaire au développement de la personnalité du musulman ». Ces extraits que je viens de citer proviennent d'un très officiel document de l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (Isesco), l'équivalent de l'Unesco pour l'Organisation de la coopération islamique (la version panislamique de l'ONU). Ce texte, intitulé « Stratégie de l'action islamique culturelle à l'extérieur du monde islamique », a été publié à Doha (Qatar) en 2000, l'un des principaux bailleurs de fonds de la mouvance des Frères musulmans dans le monde.

Avant de développer les éléments de cette stratégie, je dois préciser à quelle branche idéologique on peut la rattacher. Je pense en effet essentiel de rappeler que l'orientation politique de l'islam devenue hégémonique en Europe ne doit pas être confondue avec le patrimoine religieux qui l'inspire, l'islam. En rappelant ces origines, je veux, souligner que nous n'avons pas affaire à un mouvement de réaction tiers-mondiste mais à une idéologie conquérante et déterminée insensible aux remèdes socio-économiques, un projet utopique qui n'aboutira jamais mais qui vit autant de son rêve califal que de la destruction de ce qu'il hait et qui le fascine – l'Occident.

« Nous n'avons pas affaire à un mouvement de réaction tiers-mondiste mais à une idéologie conquérante et déterminée insensible aux remèdes socio-économiques, un projet utopique qui vit autant de son rêve califal que de la destruction de ce qu'il hait et qui le fascine – l'Occident. »

Au cœur de l'islamisme : un « système-islam » totalitaire

L'islamisme est une branche politique d'un mouvement plus large de réaction à la colonisation européenne que l'on a appelé le réformisme orthodoxe des salafiya (nommés ainsi en raison de leur vénération pour les salafiyyoun, les pieux anciens). Pour les réformistes de la fin du XIX^e (notamment Djamel al-Din al-Afghani, Mohamed Abduh et Rachid Rida), les musulmans ont été colonisés par les Européens en raison de leur éloignement de l'islam. Non point que la civilisation européenne ait été supérieure – car elle est pour eux irrémédiablement athée, immorale, matérialiste et égoïste – mais parce que les musulmans ont oublié l'islam « originel » du Prophète et de ses compagnons. Ils n'ont rien su opposer à la puissance politique, technologique, scientifique et culturelle européenne. C'est ainsi que, s'éloignant de la vérité originelle, ils ont réduit l'islam à des rituels cultuels et à quelques aspects moraux et spirituels de la vie, se sont laissés diriger par de vieux savants traditionalistes sourds aux changements du monde, pour finalement se soumettre à la puissance européenne.

Pour se défaire du joug colonial, les musulmans, fautifs, devraient donc s'engager dans un mouvement de réforme et de revivification des sources afin de retrouver leur fierté et leur inspiration, inscrite dans le Coran et la sunna. Le réformisme a donné naissance à deux branches modernistes : « séculière » et « islamiste ».

La branche islamiste née au premier tiers du XX^e siècle (à l'époque de la conception d'autres systèmes totalitaires comme le communisme et le nazisme) a poussé jusqu'au bout la logique séparatiste en conceptualisant ce que l'on pourrait appeler un

« système-islam », parfaitement intégré et autosuffisant. Ce système est total et universel en ce qu'il contient à la fois les problèmes et les solutions de l'humanité, guidée par Dieu. L'altérité n'a aucune place dans une telle vision de l'humanité. Toute altérité est destinée à disparaître à terme.

Le système-islam a été développé par deux mouvements. Le premier, celui des Frères musulmans, a été fondé en 1928 par Hassan al-Banna, un leader charismatique né en 1906, qui lui a donné son impulsion idéologique depuis le monde arabe. Le second, la Jamaat-e-islami, né en 1941, a été érigé par Abdul Ala Mawdudi (né en 1903), leader moins charismatique mais dont l'influence a été sans doute plus profonde. Il est le véritable ingénieur du système-islam, qu'il a décrit en urdu et en anglais au long de ses 140 ouvrages.

En réformistes, les deux fondateurs appellent à la libération de l'ensemble du monde musulman de toute domination étrangère et à l'établissement d'un État islamique. En islamistes, ils donnent à ce califat un projet : « prôner ses principes sains et diffuser sa mission à l'ensemble de l'humanité ».

On doit à Mawdudi l'architecture du système-islam, qu'il considère comme un « ordre social global où rien n'est superflu, et où rien ne manque » (1). L'islam contient selon lui les directives nécessaires et suffisantes pour répondre aux besoins de la société humaine, à tous les âges, dans tous les pays et dans toutes les sphères possibles : religieuse, personnelle, morale, familiale, sociale, économique, judiciaire, internationale. L'idée répandue, notamment par le marché halal international, selon laquelle l'islam ne serait pas une religion mais un mode de vie (2) lui revient (3).

Ces leaders vont en inspirer deux autres qui travailleront à concrétiser et mettre en pratique les conditions du système-islam en Europe : les Égyptiens Sayyid Qutb et Saïd Ramadan (père de Tariq et Hani). Le premier théoriserait la conquête par le djihad, une méthode guerrière qui inspirera Al-Qaida et Daesh. Le second, suivi de ses fils, sera l'homme d'influence et de réseaux qui assurera, depuis son exil suisse, la pénétration institutionnelle de l'islam politique sur les continents européen et nord-américain. Deux faces d'une même pièce, deux méthodes d'islamisation issues d'une même matrice (le système-islam), l'une offensive et rapide, l'autre plus lente, d'influence, qui visent toutes deux l'émergence d'une théocratie califale mondiale. Elles peuvent s'accommoder l'une de l'autre, être en concurrence ou se compléter dans l'action.

Pour les islamistes, la puissance technologique et économique rend improbable la réussite d'une conquête militaire sur l'Occident. Ils sont persuadés que c'est par l'éducation et la culture que les démocraties occidentales céderont, comme le monde musulman a cédé face aux Européens au XVIII^e siècle.

Selon les récits des pères fondateurs, le matérialisme occidental a été exporté vers le monde musulman par l'éducation, le système économique et les arts, entraînant une « émascation » de la « personnalité musulmane ». Hassan al-Banna décrit ainsi l'empire européen : colonial, vorace et vengeur, matérialiste et immoral, prêt à exporter ce qu'il n'aurait même pas voulu sur son propre territoire. La défaite militaire et politique est donc, selon le leader de la confrérie, la conséquence de la défaite culturelle qui a corrompu le monde musulman de l'intérieur. C'est la conquête culturelle, et dans un

second temps, militaire – une fois que les structures auront cédé – qui permettra de conquérir le monde non musulman pour y instaurer le califat. En résumé, le projet de conquête islamiste est un projet colonial à rebours.

Avec quelques aménagements d'ordre tactique et pragmatique, on retrouve dans la « Stratégie d'action islamique culturelle à l'extérieur du monde islamique », dont j'ai cité des passages en début de texte, une stratégie d'islamisation par la culture et l'éducation adaptée au monde globalisé du XXI^e siècle. Ce document s'insère dans le cadre d'une stratégie panislamiste visant à se séparer de l'influence des institutions internationales fondées sur la Déclaration universelle des droits de l'homme, stratégie qui a produit en 1990 une déclaration séparée des « droits de l'homme en islam » (4). Il s'agit donc de donner corps à cette ambition suprématiste islamiste en élaborant un programme destiné à empêcher les minorités musulmanes d'adopter les lois locales et les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme – lesquels ne sont à leurs yeux qu'une particularité occidentale.

Le document de l'Isesco, publié en anglais et en français, long d'une centaine de pages, est pénible à lire. Il est confus, désordonné, répétitif. Bien qu'il ne soit pas signé, certains passages montrent qu'il a été inspiré par les travaux de l'Institut d'études des sciences humaines (IESH), l'organisme théologique des Musulmans de France – anciennement Union des organisations islamiques en France (UOIF) –, représentants français de la confrérie des Frères musulmans.

L'éducation des jeunes musulmans au cœur de la stratégie d'islamisation à l'extérieur du monde islamique

« Stratégie de l'action islamique culturelle à l'extérieur du monde islamique » se concentre sur l'éducation des jeunes générations nées en Occident. L'islam ne doit pas les perdre, d'autant qu'elles peuvent devenir ces messagers qui répandront la religion des « élus » partout dans le monde. Mais comment imposer cette vision théocratique dans un ordre international démocratique sécularisé ?

Les Frères musulmans vont mobiliser les arguments du droit international en les subvertissant pour convaincre les Occidentaux que les musulmans, en raison de leurs spécificités, ne sont pas assimilables, qu'ils ne leur apporteront que des problèmes s'ils persistent à ne pas prendre en compte leur singularité, notamment le fait qu'ils ont besoin d'être guidés par l'islam (5). Car selon la conception civilisationnelle et essentielle de l'identité, la synthèse est interdite : soit le musulman est dans le système, soit il est en dehors ; il est une composante indissociable du système. L'islam est « mal compris [par l'Occident] en tant que dogme, en tant que loi et civilisation » et ses pratiques sont mal acceptées. « Les musulmans continuent de souffrir des humeurs racistes, notamment à l'occasion de l'exercice de certaines pratiques religieuses et de l'observance des préceptes religieux. » Ils sont victimes de « préjugés » lorsqu'ils sont tenus pour responsables des attaques terroristes, ces « pratiques déshonorantes et isolées auxquelles [l'islam] est tout à fait étranger » et dont il ne peut « être tenu pour responsable ».

La laïcité est une entrave au développement de l'enfant musulman auquel on inculque les « valeurs occidentales ». « Certains problèmes dont souffrent les enfants d'immigrés dans les pays occidentaux, poursuit le document, sont en partie dus aux

programmes scolaires, qui sont destinés aux musulmans et aux Occidentaux de manière égale, et qui ont essentiellement un caractère laïque. En effet, il est difficile pour un enfant qui a reçu une éducation occidentale laïque de s'en départir, tant il en a été imprégné. De fait, ces enfants et jeunes musulmans se voient inculquer les valeurs occidentales et ancrer le modèle de pensée et les coutumes locales. »

Il faut donc mettre en œuvre en Occident – et voilà la stratégie – « une éducation islamique appropriée et saine, des programmes judicieusement élaborés ayant pour objet la conscientisation, la culture, l'orientation, la protection sociale [des musulmans], suivant la lettre et l'esprit de l'islam ». La finalité est de « parvenir à un développement culturel durable des sociétés islamiques au sein des pays non musulmans ». Il s'agit de protéger la personnalité musulmane des valeurs locales afin de développer un écosystème islamique durable dans les pays non musulmans. Il faut même l'immuniser contre son environnement immédiat : « le protéger de l'invasion et de l'aliénation culturelles, garantir la sécurité culturelle et l'immunité nécessaire au développement de la personnalité du musulman en le formant aux principes de l'islam et de la culture islamique ».

Au prétexte de « corriger les erreurs sur l'islam » (que les Occidentaux seraient incapables de comprendre), le document appelle les pays islamiques à maintenir des liens avec les minorités musulmanes notamment par les technologies de communication en faisant « usage de toute la gamme des moyens médiatiques afin d'assurer [...] des relations et une communication permanentes, durables et fructueuses ».

« Les émissions télévisées transmises par satellite, les techniques pluri-médiatiques récentes comme l'Internet doivent être, dans ce dessein, judicieusement exploitées » pour « toucher un large public en lui communiquant, par tous les moyens, des émissions culturelles islamiques, les travaux des conférences et séminaires, les causeries religieuses et tout autre message de nature à corriger les erreurs commises délibérément ou involontairement ou par ignorance au sujet de l'islam ». Le secteur des médias halal éducatifs développé depuis les années 2010 sont un des résultats de cette stratégie.

Pour substituer à la violence légitime de l'État celle de Dieu, les Frères musulmans inculquent le sacré divin par la crainte respectueuse. C'est au prétexte d'assurer aux musulmans « une image positive de soi, inspirée de la spiritualité de l'islam », que les Frères exigent le respect des dogmes sacrés de l'islam. Ils l'exigent non seulement des musulmans mais aussi du monde extérieur car l'interdit du blasphème est la pierre angulaire du système-islam. Depuis la publication de l'Isesco, les appels à des lois contre le blasphème se sont multipliés chaque fois qu'un attentat a lieu en représailles à des caricatures, des œuvres d'art, des publicités ou des films jugés offensants. Le jour suivant la décapitation du professeur Samuel Paty, le grand imam de la mosquée Al-Azhar au Caire appelait dans un Tweet « la communauté internationale à la nécessité d'adopter une législation mondiale incriminant la diffamation des religions et de leurs symboles sacrés ».

La violence n'est pas excusée, bien pire encore, elle est justifiée.

Les arguments s'élaborent autour du « droit à la différence », un droit qui n'existe nulle part mais que les islamistes font dériver des principes de non-discrimination de la charte des Nations unies. Ainsi la stratégie subvertit-elle les principes des droits universels pour revendiquer la nécessité de s'en séparer. Cet extrait illustre la technique de subversion caractéristique du discours islamiste : « pour la prémunir contre toute fusion dans le milieu ambiant et permettre de la sorte à cette jeunesse de conserver sa spécificité culturelle dans le cadre du droit à la différence, lequel droit est devenu un élément fondamental des droits de l'homme et un pilier de la diversité culturelle qui compte aujourd'hui parmi les bases du droit international, par référence à la charte des Nations unies ».

Enfin, la stratégie préconise le développement de l'enseignement islamique, qui « favorise l'enseignement des valeurs et de l'éthique islamique aux côtés d'une formation scientifique et cognitive ». Car, dans le système-islam, seul l'enseignement islamique peut « concevoir et [...] élaborer des visions et des méthodes éducatives à même d'épargner aux enfants de se heurter à des problèmes caractéristiques de la vie en milieu occidental et de les libérer de cette scission culturelle dont ils souffrent ». L'Unesco promeut à travers ce texte la vision systémique et civilisationnelle de l'islam imposée par l'islamisme à l'extérieur du monde islamique. Cette vision doit se propager par le biais d'une stratégie globalisée contenue elle-même dans le système que, selon eux, Dieu a prévu pour les musulmans.

La nécessité d'une coordination et d'un plan méthodique est rappelée tout au long du document, qui se termine ainsi :

« Dans tout domaine, l'étape du suivi pour le développement de l'action au profit des enfants des communautés et des minorités musulmanes en dehors du monde islamique revêt une importance cruciale. En effet, sans le suivi d'application, les plans et les programmes demeureraient fixes et inchangés. Or, au sein de la société occidentale changeante, l'action culturelle islamique nécessite l'activation des mécanismes de suivi, de développement et de renouvellement dans les domaines culturel, social et éducatif. Puisse Dieu nous accorder le succès. »

L'islamisme en face

Les analyses du complotisme mettent en garde, à juste titre, contre la tentation de voir des plans et des organisations là où il n'y en a pas.

Mais ignorer cette dimension programmatique chez les Frères musulmans, c'est ne pas comprendre leur mode d'action, ce qui les meut depuis un siècle, leur extraordinaire adaptation à tous les milieux et à toutes les époques. Le programme est pour eux l'accomplissement d'un plan divin, inéluctable, qui fera advenir le califat sur Terre et leur action est comptabilisée pour la vie dans l'au-delà, la vie terrestre n'étant qu'un passage.

En Europe, les islamistes n'ont pas de parti politique, leurs associations sont remplies de personnes peu au fait de leur idéologie et de ses finalités. Mais ils ont des « programmes », des stratégies qui s'inspirent des fondateurs Al-Banna et Mawdudi, dont la littérature, publiée uniquement chez des éditeurs islamiques, est trop peu connue du grand public. Elle est pourtant essentielle pour comprendre ce qui les guide et les modes opératoires qu'ils mobilisent.

Les assauts répétés contre l'école ne sont pas des phénomènes isolés. Cette décapitation destinée à provoquer la terreur, cet acte hautement symbolique, n'est qu'un épisode d'une pression constante qui s'exerce sur les institutions d'enseignement, les écoles et les universités, pour retirer les musulmans des lieux qui promeuvent les valeurs démocratiques. Décapiter, ôter la tête d'un corps gangrené par le silence et la peur. Car aujourd'hui beaucoup d'enseignants se taisent par peur des représailles, ou bien parce qu'ils adhèrent à la vision séparatiste des islamistes quand elle revêt les habits des théories postcoloniales (indigénistes et intersectionnelles).

L'islamisme n'est pas un « parler musulman », il n'est pas un tiers-mondisme voulant faire droit à la « différence » ou à la « diversité » mais une idéologie dystopique, sectaire, totalitaire et destructrice. Il importe aujourd'hui de cesser les spéculations sur la « réussite » ou « l'échec » de l'islam politique. Elles nous ont détournés trop longtemps de la compréhension de ses mécanismes fins, et de la façon dont il agit dans plusieurs domaines de la vie sociale, et notamment à l'école par une guérilla incessante contre les valeurs communes.

Ceux qui ont souhaité la disparition sociale et même physique du professeur Samuel Paty ne l'ont pas fait parce qu'ils sont exclus, pauvres ou discriminés mais parce qu'ils ont été convaincus que l'islam vivra sur la ruine de l'Occident « matérialiste et athée ». Si la France est particulièrement touchée par leurs attaques, c'est que, au nom de son histoire, elle revendique plus haut et plus fort que les autres pays l'humanisme et l'universalité des valeurs démocratiques.

Les islamistes détestent l'école de la République car elle tient à l'universel et, contrairement aux idéologies relativistes venues en particulier des pays anglo-saxons, elle contrevient à leur stratégie.

Notes :

1. Abdul Ala Mawdudi, *Islamic Way of Life*, 1948.

2. *Idem*.

3. Florence Bergeaud-Blackler, *Le Marché halal ou l'invention d'une tradition*, Seuil, 2017.

4. Déclaration des droits de l'homme en islam, adoptée au Caire le 5 août 1990 par l'Organisation de la coopération islamique.

5. L'argument a, par ailleurs, très bien fonctionné pour étendre le marché halal global aux produits, services, espaces et technologies pour les besoins des musulmans.

6. Abdelwahab Meddeb, *La Maladie de l'islam*, Seuil, 2002.